Présidence hongroise du Conseil de l’Union européenne

Par JFB le lun 06/09/2010 - 11:15

La Hongrie assurera, pendant six mois, la présidence du Conseil de l’Union européenne (UE) à partir du 1er janvier 2011, sur la base d’un programme commun élaboré avec l’Espagne et la Belgique (en concertation avec le Président du Conseil européen). L’objectif de cette présidence est double: agir au regard du programme de travail commun et favoriser l’implication dans les affaires européennes des dirigeants et de l’opinion publique du pays concerné. Aperçu sur le sujet qui occupera une importante partie du débat politique à la rentrée.

L’entrée en vigueur du traité de Lisbonne scinde la présidence de l’UE en deux: le Président du Conseil européen d'une part et la présidence tournante du Conseil de l’Union européenne (Conseil des ministres) d'autre part, cette dernière devant travailler en coopération avec le premier, Herman Van Rompuy. La Hongrie devra organiser et présider l’ensemble des réunions des formations du Conseil, hormis le Conseil des affaires étrangères présidé par le Haut Représentant. Elle devra aussi tenter d’élaborer des compromis susceptibles de résoudre les problèmes politiques. Le cadre de cette action est le programme commun défini pour 18 mois par la troïka (l’Espagne, la Belgique et la Hongrie). Ce système de programme commun pour 18 mois assure une certaine continuité aux politiques de la présidence, tout en permettant à chaque État de présider le Conseil de l’UE pendant 6 mois.

Le trio actuel, agissant dans une période comprise entre janvier 2010 et juin 2011, s’est fixé 8 objectifs que le nouveau gouvernement hongrois a réaffirmé cet été: réviser la stratégie de Lisbonne afin que l’UE soit mieux à même de surmonter la crise économique, restaurer une croissance durable, un taux d’emploi plus élevé et une meilleure compétitivité; surveiller davantage les marchés financiers; élargir l’agenda social et le centrer sur les jeunes, sur la lutte contre les discriminations de genre et la lutte contre la pauvreté; avancer sur les dossiers de l’énergie et du changement climatique; faire de l’UE un espace de liberté, de sécurité et de justice (programme de Stockholm) encore plus développé; établir une politique européenne globale en matière d’immigration et d’asile; assurer une représentation extérieure

de l’UE plus cohérente et efficace; mettre l’accent sur la défense des droits de l’homme et des libertés fondamentales. Vaste programme. Pour être atteints, ces objectifs devront être approfondis et gagner en précision. La Hongrie peut et pourra proposer ses priorités, même donner une inflexion nationale aux priorités de l’UE en drainant l’attention d’autres États pour tenter de rendre effectives les intentions du programme.

Dans l’ensemble, les récentes déclarations du gouvernement hongrois ont été cohérentes avec les principales orientations du programme. Un texte intitulé «Questions actuelles les plus importantes dans l’UE et préparation de la présidence hongroise»* montre que le gouvernement entend clore ce cycle de 18 mois en poursuivant le travail accompli par les deux précédentes présidences. Le dossier majeur que la Hongrie entend porter à l’occasion de sa présidence est celui de l’élargissement de l’UE aux pays des Balkans. Le nouveau cabinet a déjà fait savoir à de nombreuses reprises qu’il était favorable à l’entrée de la Croatie et de la Serbie dans l’UE. On peut donc penser que cette question sera centrale lors de la présidence hongroise. Le premier semestre de 2011 sera aussi l’occasion pour le Premier Ministre d’améliorer son image, assez mauvaise hors de Hongrie, mais aussi de sensibiliser les Hongrois à la question européenne, qui est plus que secondaire dans ce pays.

Yann Caspar

*http://www.kulugyminiszterium.hu

•

Catégorie
Agenda Culturel